

CAISSE DE COMPENSATION

Metaltec Genève

STATUTS

2017

STATUTS DE LA CAISSE DE COMPENSATION Metaltec Genève

Article premier : RAISON SOCIALE ET BUT

La Caisse de compensation Metaltec Genève, appelée ci-après « la Caisse », est une association organisée corporativement selon les articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Elle a pour but :

- 1) de pratiquer la compensation entre ses membres, afin d'assurer le paiement des prestations sociales dues par les entreprises de la profession, en vertu des dispositions légales, contractuelles et réglementaires, soit :
 - a) les indemnités de vacances,
 - b) les indemnités pour jours fériés,
 - c) les indemnités pour absences justifiées,
 - d) les indemnités pour l'inspection d'armes et d'habillement,
 - e) les indemnités militaires complémentaires.

Cette énumération n'est pas limitative.

- 2) d'assumer certaines autres tâches qui pourraient lui être confiées par les organisations du métier.

A cet effet, elle est chargée :

- a) de percevoir les cotisations incombant aux employeurs et aux ouvriers de la profession, pour le Service d'assurance-maladie collective,
- b) de percevoir les contributions aux frais d'administration à charge des employeurs,
- c) et de répartir les contributions pour la formation et l'organisation professionnelles.

Cette énumération n'est pas limitative.

La Caisse ne poursuit aucun but lucratif. Son siège est à Genève et sa durée illimitée.

Article 2 : MEMBRES

Doivent, obligatoirement, être membres de la Caisse, les personnes physiques et morales signataires en qualité d'employeurs, à titre collectif ou individuel de la convention collective de travail pour les métiers techniques de la Métallurgie du Bâtiment réglant les conditions de travail, sur le territoire du canton de Genève, dans les entreprises visées par l'article 2, alinéa b.

La qualité de membre devient effective lorsque les conditions stipulées ci-dessus sont remplies et qu'un bulletin de demande d'admission a été remis à la Caisse, dûment rempli, daté et signé.

Article 3 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE

La qualité de membre se perd :

- 1) par la radiation pour cause de cessation de l'activité professionnelle
- 2) par le décès des personnes physiques et par la dissolution des personnes morales,
- 3) par la faillite,
- 4) par la démission donnée par lettre recommandée, six mois avant l'échéance de la convention collective. A défaut d'une convention collective en vigueur, six mois à l'avance pour la fin d'un exercice,
- 5) par l'exclusion, décidée par le Comité de direction, si le membre est en retard de plus de trois mois dans le paiement de ses cotisations ou s'il contrevient à une ou plusieurs dispositions des présents statuts ou de son règlement d'exécution.

La Caisse notifie la radiation et accepte la démission par écrit.

Le membre radié ou démissionnaire n'aura, en aucun cas, droit à l'actif de la Caisse. Il devra, par contre, payer les contributions ou autres prestations qu'il pourrait encore devoir, jusqu'au jour de sa sortie effective de la Caisse.

Le membre exclu peut recourir, dans les quinze jours de la notification de la Caisse, auprès de l'Assemblée générale qui tranchera en dernier ressort après avoir pris connaissance des motifs écrits de l'intéressé.

Si la décision d'exclusion n'est pas l'objet d'un recours, ou si elle est confirmée par l'Assemblée générale, elle prend effet à la date mentionnée dans la notification par le Comité

de direction.

Article 4 : ORGANISATION DE LA CAISSE

Les organes de la Caisse sont :

- a) l'assemblée générale,
- b) le Comité de direction,
- c) les vérificateurs des comptes,
- d) l'administrateur.

Article 5 : ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale est le pouvoir suprême de la Caisse. Elle se réunit, en assemblée ordinaire, une fois par année, sur convocation adressée par le Comité de direction cinq jours au moins avant la date de l'assemblée. Elle est présidée par le Président du Comité de direction ou, à défaut, par le Vice-Président. L'assemblée générale délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Chaque membre a droit à une voix plus une voix supplémentaire par tranche de 10'000 francs ou fraction de 10'000 francs de salaires déclarés à la Caisse l'année précédente. La représentation d'un membre par un tiers n'est pas autorisée, sauf cas d'espèce tranché par l'assemblée générale. Les décisions sont prises à la majorité. En cas d'égalité, le Président départage les voix. L'assemblée ne délibère que sur les objets portés à l'ordre du jour. Seules les propositions individuelles soumises par écrit, au Comité de direction, trois jours au moins avant l'assemblée générale, pourront être discutées.

Par décision du Comité de direction ou sur demande écrite d'un cinquième des membres, une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée dans les formes prévues ci-dessus et dans le délai maximum de 30 jours.

Il sera perçu une amende de 10 francs auprès des membres absents sans excuse valable (maladie, service militaire, etc.). Cette excuse doit être envoyée, au plus tard, le jour de l'assemblée, les assemblées générales étant obligatoires pour tous les membres.

Article 6 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire délibère sur les points suivants :

- a) rapport du Président,
- b) rapport de l'Administrateur,
- c) rapport de la société fiduciaire chargée du contrôle et de la révision des comptes,
- d) rapport des vérificateurs des comptes,
- e) nomination du Comité de direction,
- f) élection des deux vérificateurs des comptes et de leur suppléant,
- g) décharge au Comité et à l'Administrateur de la gestion de l'exercice écoulé,
- h) décision sur les propositions portées à l'ordre du jour,
- i) approbation des taux des contributions à percevoir pour l'exercice en cours,
- j) approbation des modifications éventuelles des statuts et règlements d'exécution de la Caisse, en conformité avec les articles 17 et 19 suivants.

Article 7 : COMITE DE DIRECTION

L'administration de la Caisse est assurée par un Comité de direction composé de 5 à 7 membres dont 4 sont choisis parmi les membres du Comité de direction de l'Association Metaltec Genève et les autres parmi les membres de la Caisse.

Les membres du Comité de direction sont nommés pour une durée de 3 ans et sont, immédiatement, rééligibles.

Le Comité de direction s'organise lui-même. Le Comité de direction ou l'Administrateur est chargé de représenter la Caisse et de prendre toutes dispositions utiles à cet effet, dans les limites fixées par les présents statuts.

Dans le même cadre, le Comité de direction est compétent pour :

- a) nommer le Président et le Vice-Président,
- b) nommer l'Administrateur,
- c) fixer le taux des contributions variables,
- d) fixer le barème des amendes,
- e) fonctionner comme organe de recours, en première instance,
- f) rédiger et, éventuellement, modifier le règlement d'exécution des diverses sections de la Caisse.

Article 8 : VERIFICATEURS DES COMPTES

L'assemblée générale élit, pour une période d'une année, deux vérificateurs des comptes et leur suppléant.

Ces vérificateurs des comptes doivent, au moins une fois par an, après examen de la comptabilité, présenter à l'assemblée générale ordinaire un rapport détaillé, en demander l'approbation et faire donner décharge de la gestion financière du Comité.

Ils ont droit, en tout temps, de prendre connaissance des pièces comptables dont ils ont besoin et que l'Administrateur est tenu de leur remettre. D'autre part, la Caisse est contrôlée et révisée par une société fiduciaire désignée par le Comité de direction.

Article 9 : L'ADMINISTRATEUR

L'Administrateur est chargé par le Comité de direction, et sous son contrôle, de gérer la Caisse.

A cet effet, le Comité de direction lui délègue ses pouvoirs pour, notamment :

- a) recueillir et vérifier les déclarations mensuelles de salaires des membres actifs,
- b) vérifier le montant des contributions variables,
- c) assurer le recouvrement des contributions et autres droits ou pénalités éventuelles qu'il est tenu d'appliquer,
- d) assurer le paiement régulier des allocations et indemnités aux allocataires ayants droit,
- e) adresser aux membres toutes convocations, circulaires, instructions, enquêtes, sommations, etc.,
- f) recueillir tous renseignements utiles et constituer la documentation nécessaire au bon fonctionnement de la Caisse,
- g) établir les statistiques nécessaires,
- h) établir et tenir la comptabilité de la Caisse,
- i) conserver et classer les archives,
- j) assister aux séances du Comité de direction et tenir le procès-verbal.

Il peut, en outre, être chargé par le Comité de direction de toute attribution confiée à celui-ci.

Article 10 : REPRESENTATION

La Caisse est valablement représentée et engagée par le Président, le Vice-Président et l'Administrateur signant collectivement à deux.

Article 11 : BUREAU DU COMITE DE DIRECTION

Le Bureau du Comité de direction est composé du Président, du Vice-Président et de l'Administrateur.

Il est chargé de liquider, sans autre avis, les réclamations et recours de peu d'importance présentés par les membres de la Caisse ou pour les allocataires.

Article 12 : REVISION DES COMPTES

Les comptes sont révisés par la société fiduciaire chargée du contrôle et de la révision des comptes de la Caisse de compensation de la Fédération romande de la métallurgie du bâtiment MEROBA AVS N° 111.

Le rapport établi par la société fiduciaire est soumis aux membres à l'occasion de l'assemblée générale annuelle.

Article 13 : RELATIONS AVEC LA CAISSE DE COMPENSATION MEROBA AVS N° 111

Pour des raisons de simplification administrative, les contributions variables dues à la Caisse sont perçues mensuellement par la Caisse de compensation de la Fédération romande de la métallurgie du bâtiment MEROBA AVS N° 111.

Les dispositions de la Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants du 20 décembre 1946 et de son règlement d'exécution du 31 octobre 1947, de la Loi fédérale sur l'invalidité du 19 juin 1959 et de la Loi fédérale sur les allocations aux militaires pour perte de gain du 25 septembre 1952, modifiée le 6 mars 1959, sont applicables, notamment pour :

- a) le décompte mensuel des contributions,
- b) les délais de paiement des sommes dues,
- c) les dispositions pénales et de contentieux,

- d) le contrôle des employeurs,
- e) le contrôle fiduciaire de la Caisse,
- f) l'observation du secret professionnel.

Article 14 : ORGANISATION FINANCIERE

Lors de son admission, chaque membre aura à payer une finance d'entrée fixée à Fr. 250,00.

La Caisse dispose des ressources suivantes :

- a) des contributions variables mensuelles calculées selon les pourcentages fixés par le Comité de direction et ratifiés par l'assemblée générale,
- b) des amendes et contributions complémentaires éventuelles,
- c) des dons, legs, subventions et intérêts divers.

Article 15 : DUREE DE L'EXERCICE

La durée de l'exercice s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année civile.

Article 16 : SANCTIONS ET RECOURS

Toutes les contestations relatives à l'application des présents statuts et des règlements d'exécution, ainsi qu'aux droits des personnes astreintes ou allocataires de la Caisse, seront tranchées par le Comité de direction sur la base des dispositions contenues dans la convention collective de travail pour les métiers techniques de la Métallurgie du Bâtiment réglant les conditions de travail, sur le territoire du canton de Genève.

Un recours pourra être adressé à la plus prochaine assemblée générale, dans les quinze jours qui suivront la notification de la décision du Comité de direction. Le recours n'est pas suspensif et la décision de l'assemblée générale est sans appel.

En matière de recours, les compétences du Comité de direction sont limitées par les dispositions légales contraires prévues par les lois cantonales sur les vacances annuelles, obligatoires et payées.

Article 17 : MODIFICATION DES STATUTS

Les statuts de la Caisse peuvent être modifiés en tout temps par une assemblée générale, sur proposition du Comité de direction ou sur demande écrite d'un cinquième, au moins, des membres.

Pour être acceptée, toute modification devra réunir, dans tous les cas, les deux tiers des voix des membres présents.

Toutefois, la modification des statuts sera annulée si un dixième des membres en fait la demande par lettre recommandée adressée dans les vingt jours qui suivent la notification.

Dans ce cas, une nouvelle assemblée générale sera tenue à quinze jours d'intervalle, après convocation adressée huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Elle statuera alors définitivement.

Pour être acceptée, toute modification devra réunir, dans tous les cas, les deux tiers des membres présents.

Article 18 : DISSOLUTION

La dissolution de la Caisse ne peut être discutée valablement en assemblée générale que sur proposition du Comité de direction ou sur demande écrite de la moitié des membres. Les dispositions de l'article 17, concernant le quorum et les majorités qualifiées, seront valables pour la dissolution.

Si la dissolution est décidée, l'assemblée désignera un ou plusieurs liquidateurs qui feront un rapport sur la situation et le mode de liquidation prévu.

Le rapport sera soumis à l'assemblée générale qui l'approuvera ou le refusera.

Une fois la liquidation terminée, l'actif net éventuel sera versé à plusieurs œuvres professionnelles désignées par l'assemblée générale.

Les membres n'ont aucun droit à l'avoir social et ils ne sont tenus à aucune responsabilité personnelle quant aux engagements de la Caisse, lesquels sont uniquement garantis par les biens de celle-ci.

Article 19 : REGLEMENTS D'EXECUTION

Le Comité de direction est chargé d'établir les règlements d'exécution qui fixeront, en détail, l'application des dispositions des présents statuts.

Ces règlements pourront être modifiés et complétés en tout temps. Les modifications et adjonctions entrent immédiatement en vigueur, après avoir été portées à la connaissance des membres.

Les règlements d'exécution, leurs modifications et leurs adjonctions, seront ratifiés par la plus prochaine assemblée générale de la Caisse.

Article 20 : ENTREE EN VIGUEUR

Les présents statuts ont été approuvés par l'assemblée générale de la Caisse de compensation Metaltec Genève tenue le 17 mai 2017.

Ils entrent en vigueur dès cette date et annulent ceux du 15 juin 2011.

Vu et approuvé.

POUR LA CAISSE DE COMPENSATION METALTEC GENEVE

Le Président :
Olivier MURNER

Le Vice-Président :
Michel ONA